

Environnement | La mobilité intelligente au chevet de l'urgence climatique



300 délégués issus de plus de 30 pays sont rassemblés pendant deux jours, du 17 au 19 septembre, à la Cité Mondiale à Bordeaux, pour participer à l'événement ITS4Climate, le premier congrès consacré à la mobilité intelligente au service de la transition énergétique. Ce dernier fait partie du dispositif supporté par l'ONU à l'issue de la COP 21. Le but premier est le partage de solutions opérationnelles entre décideurs publics et privés et la rédaction d'un Green Book destiné à servir de base aux travaux de la COP 25 qui se tiendra du 2 au 13 décembre prochain au Chili...

Transport et climat, quels sont les défis à relever pour diminuer l'impact climatique des transports ? Face aux urgences climatiques, comment les Systèmes de Transports Intelligents (ITS) et les politiques publiques peuvent-ils contribuer à lutter contre le réchauffement climatique ? Voici quelques-unes des questions qui ont été posées ce 17 septembre au matin lors de la première session plénière du congrès ITS4Climate. Pour répondre à ces interrogations différents intervenants étaient conviés, Nicolas Beaumont, vice-président senior développement et mobilité durables chez Michelin, Mohamed Mezghani, secrétaire général d'UITP (Union internationale des transports publics), Annela Anger, associée de recherche principale, Cambridge Institute for Sustainability Leadership, vice-présidente de la UNFCCC Organe subsidiaire de Conseil scientifique et technique, Jérémie Almosni, chef du service transports et mobilité de l'ADEME et par vidéo Frédéric Mazzela, directeur général de Blablacar.

« Tous les secteurs d'activité doivent adopter une transition énergétique »

Pour débiter son allocution, Annela Anger a souhaité mettre l'accent sur « là où nous en sommes, où nous voulons être et comment faire pour y arriver ». Pour ce faire, cette dernière a dressé un bref état des lieux de la situation. « Certes notre planète est belle et l'effet de gaz à effet de serre nous permet d'y vivre confortablement. Mais, malheureusement, nous avons drastiquement augmenté nos émissions de gaz à effets de serre. Le coût de l'homme est rude : +1°C depuis la révolution industrielle. Les conséquences, et vous les connaissez, sont terribles : trous de méthane en Sibérie, ouragan, dérèglement climatique, disparition irréversible de récifs de corail... Seul l'homme en est la cause. » Malgré un tableau des plus négatifs, Annela Anger reste positive. « L'accord de Paris va dans le bon sens pour limiter la température. Avec des initiatives politiques, des initiatives entrepreneuriales,

des initiatives citoyennes, des solutions vont être trouvées pour diminuer ces émissions de gaz à effet de serre. Il est indispensable d'entreprendre une transformation majeure dans tous les secteurs d'activité et pas uniquement celui de l'énergie. » Pour elle, la mobilité intelligente a un rôle à jouer. « D'ici 2050, 65 % des transports devront être concernés par cette transition écologique ». L'objectif principal de toutes ces démarches étant de « créer des villes plus vivables pour assurer un avenir sain à nos enfants ».

Le SUV, un fléau pour l'environnement

De son côté, Jérémie Almosni, chef du service transports et mobilité de l'ADEME, a tenu à montrer du doigt la prolifération des SUV. « Aujourd'hui, 30 % des émissions viennent des routes, en clair, elles proviennent de notre mobilité quotidienne. Depuis 10 ans, les émissions de CO2 n'ont fait que croître ! La principale cause résulte dans la vente exponentielle de SUV. 38 % de ces véhicules sont vendus chaque année. Aussi, la taille de la flotte ne fait qu'augmenter tous les ans. En 2018, plus de 32 millions de véhicules étaient comptabilisés dans l'hexagone, soit une croissance de 8 millions en 25 ans. » Parallèlement à ces chiffres éloquentes, ce dernier a souhaité mettre en lumière le nombre de voyageur par véhicule pour insister sur l'impact écologique de nos habitudes de transport. « Par véhicule, nous dénombrons en moyenne 1,1 voyageur. 70 % des transports quotidiens se font en voiture et 75 % de ces voyageurs sont seuls pour faire en moyenne 5 kms.

Annela Anger estime « ces chiffres inquiétants. La part des émissions due aux transports ne cesse d'augmenter ». Une des solutions, selon elle, résiderait dans le covoiturage. « Il faut inciter les automobilistes à covoiturer pour se rendre à leur travail, sur leur lieu de villégiature mais pas que. Egalement pour faire des courses. C'est un état d'esprit à acquérir et qu'il faut inciter à faire dès le plus jeune âge ». Le covoiturage serait également une solution dans les zones rurales, là où les collectivités peinent à mettre en place des transports en commun. « Les collectivités doivent proposer une alternative ».



« Demain, une mobilité connectée, autonome, partagée et écologique »

Et justement en matière de covoiturage, Frédéric Mazzela en connaît un rayon. Il est le directeur général de Blablacar. « Blablacar permet l'économie de 1,6 millions de tonnes de CO2 l'équivalent de la circulation parisienne. » Dans le même esprit, il a lancé Blablalines pour des déplacements courts par exemple de son domicile à son lieu de travail. Aujourd'hui 800 000 personnes l'empruntent. « Nous avons les moyens de réduire drastiquement les émissions de CO2 ! Certes, nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir mais une prise de conscience existe. Je croise dans la rue des jeunes qui me disent qu'ils veulent vivre ! » 80 millions de personnes dans le monde pour de longs trajets utilisent ce service de covoiturage. Pour Frédéric Mazzela, « demain la mobilité sera connectée, autonome, partagée et écologique. Et c'est la plus efficace, la plus facile d'utilisation et la plus ludique qui sera adoptée ».

Vers une neutralité carbone

Jérémie Almosni de l'ADEME s'interroge sur l'accessibilité de ces transports. Pour répondre à cette question, la France a lancé une vaste enquête au sein des collectivités. L'ADEME de son côté met en évidence l'objectif de réduire de 31 % les émissions dans les transports. « Pour ce faire, les véhicules doivent être décarbonnés et fonctionner avec une énergie alternative, ils doivent être plus efficaces et il est indispensable de réutiliser les matériaux ». Mais le plus important pour l'ADEME c'est « la sobriété des changements comportementaux pour évoluer vers une mobilité durable ». Pour Nicolas Beaumont, vice-président senior développement et mobilité durables chez Michelin, l'enjeu est d'obtenir une mobilité durable, réductrice de CO2, accessible à tous et efficace. « Pour arriver à ce résultat, il n'y pas une seule et unique solution. Et nous devons tous, entreprises, collectivités,

citoyens aller dans le même sens. » Les entreprises doivent viser le zéro carbone. « Pour cela, toute industrie doit faire face à une transition radicale qui passe par la redéfinition de son modèle d'entreprise. Par exemple, si nous allons vers le tout électrique, toute la main d'œuvre de réparation disparaîtra. Donc il faut laisser le temps au secteur privé de se réorganiser. Mais dans le même, la gouvernance ne doit pas répondre aux lobbies ».

Pour une gouvernance efficace

Même son de cloche pour Mohamed Mezghani, secrétaire général UITP (Union internationale des transports publics). « Toutes ces initiatives doivent être encouragées et portées par la gouvernance qui doit placer au centre de sa politique les transports publics d'ici à 2020. Mais dans le même temps si nous encourageons des politiques de transports, il faut que ceux-ci soient propres ! » Pour Mohamed Mezghani, nos mentalités par rapport à la propriété d'une voiture doit évoluer. « Les véhicules autonomes vont se développer. Ils sont économiquement plus rentables pour tous et seront très bénéfiques dans des zones où il est difficile de développer les transports en commun. Si les frais sont plus bas, nous pourrions plus facilement encourager ce type de véhicule. Et ils seront automatiquement partagés. Ainsi, nous n'aurons plus besoin d'être propriétaire de notre véhicule. C'est la définition même du transport public : le partage ». Pour l'ADEME, il est indispensable de se focaliser sur les besoins des utilisateurs pour que cela fonctionne. Également, les entreprises et les territoires doivent travailler main dans la main. « A l'ADEME, nous avons mis en place le système de télétravail. Ainsi, nous contribuons à réduire les émissions sur les routes. »

Des solutions existent pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Reste à convaincre les automobilistes à un nouvel usage de la voiture, inviter les entreprises à entamer une transition écologique dans tous les domaines et inciter la gouvernance à agir en mettant en place une politique efficace de transports publics propres.



Sybille Rousseau

Crédit Photo : SR

Publié sur aqui.fr le 17/09/2019

[Url de cet article](#)